

*ACTIVITÉS EXTÉRIEURES**Mai-juin 1987***Afrique****Ethiopie**

La délégation du CICR à Addis Abeba a reçu, au mois de mai, l'autorisation du Gouvernement éthiopien de reprendre partiellement ses activités dans le nord du pays. L'action d'assistance avait dû être suspendue, en décembre 1986, par décision des autorités éthiopiennes.

Les distributions de secours ont recommencé dès juin en Erythrée, province la plus affectée par la sécheresse ainsi qu'au Tigré où la situation paraît meilleure. Toutefois, un accroissement régulier des besoins de la population civile pourrait être constaté dans les provinces du nord entre juillet et octobre, avant le début des récoltes, d'autant plus que les pluies n'ont pas encore fait leur apparition et qu'une invasion de criquets-pèlerins menace tout particulièrement les régions où aucune surveillance directe n'est possible en raison de l'insécurité. Par conséquent, le CICR a élaboré un plan d'action en vue de contribuer, dans toute la mesure du possible, à la lutte anti-acridienne.

Sud-Soudan

La construction de l'hôpital de campagne du CICR à Lopiding, près de Lokichokio, a été achevée le 26 mai. Depuis plus d'un an, les délégués du CICR portent secours aux victimes du conflit du Sud-Soudan, de l'autre côté de la frontière, à partir du village de

Lokichokio, situé au nord-ouest du Kenya. Ce nouvel hôpital de 40 lits, destiné avant tout à recueillir les blessés de guerre soudanais, a été construit par le CICR tandis que la Croix-Rouge finlandaise a fourni tout l'équipement et envoyé une infirmière expérimentée pour l'installer.

Ouganda

La délégation du CICR à Kampala a eu accès aux baraques militaires de Gulu en avril, à la prison de femmes de Luzira, à Kampala, où une visite complète a été effectuée du 19 au 22 mai, ainsi qu'à la prison de Jinja (Kyrinia prison), du 12 juin au 8 juillet, où plus d'un millier de prisonniers sont détenus sous la responsabilité de l'armée ougandaise (NRA).

Les délégués qui travaillent dans les zones de troubles ont continué d'essayer de protéger les civils des mauvais traitements que leur font subir les combattants, les voleurs de bétail et d'autres groupes armés. Les allégations de mauvais traitements sont signalées aux autorités concernées qui ont accepté de mener des enquêtes et de prendre les mesures nécessaires.

Toutefois, les délégués ont dû quitter Gulu le 1^{er} mai et Lira le 10 juin. A ce jour, ils n'ont pu encore y retourner et des discussions sont en cours avec les autorités ougandaises afin de trouver un terrain d'entente.

Le CICR continue à contrôler les besoins des personnes déplacées dans les villes du nord et de l'est. Ces personnes qui ont dû quitter leurs foyers sont en effet dépourvues de produits de première nécessité et reçoivent des ustensiles de cuisine, des couvertures ainsi que des vivres en quantité limitée. En mai, 7500 personnes ont été assistées à Lira; des secours ont également été distribués à Soroti, Mbale et Kumi, de même que dans la capitale à l'intention des personnes les plus démunies.

Mozambique

Donnant suite aux missions d'évaluation entreprises sur le terrain depuis le mois d'avril, la délégation du CICR au Mozambique a entrepris un programme d'assistance en faveur des populations civiles déplacées dans cinq provinces affectées par la situation conflictuelle. Cette opération doit se développer progressivement dans une vingtaine de districts des cinq provinces de Zambezia,

Sofala, Nampula, Niassa et Tete, en étroite collaboration avec la Croix-Rouge mozambicaine. Outre les familles de déplacés récents, on dénombre deux autres catégories de bénéficiaires: d'une part, les patients traités dans les établissements médicaux et qui ne reçoivent pas une nourriture suffisante, d'autre part, les enfants souffrant de malnutrition qui, dans les dispensaires et hôpitaux locaux, recevront des rations d'aliments enrichis.

Un programme médical (apport de médicaments; consultations et conseils dans des établissements existants; évacuation de blessés et malades) a également été mis sur pied. Les groupes de familles récemment déplacés recevront une aide alimentaire ponctuelle ainsi que des articles de première nécessité (couvertures, vêtements, savon).

Le CICR continuera à surveiller régulièrement l'évolution de l'état nutritionnel des personnes déplacées afin d'évaluer leurs besoins et de mesurer l'impact des distributions. La délégation espère également pouvoir étendre son action à des régions actuellement inaccessibles pour des raisons logistiques et de sécurité.

Amérique latine

Pérou

L'action du CICR au Pérou, en particulier dans la zone d'urgence d'Ayacucho, n'a pas pu se dérouler depuis le début de l'année 1987 selon les mêmes modalités que durant l'année 1986.

Des démarches nombreuses ont été entreprises à tous les niveaux de la hiérarchie civile et militaire afin de remédier à cette situation.

En dehors de la zone d'urgence d'Ayacucho, les visites traditionnelles aux prisons dépendant du Ministère de la Justice se sont poursuivies à un rythme régulier et, en coordination avec les autorités pénitenciaires, une aide alimentaire et médicale a été fournie aux détenus, en particulier dans les deux grandes prisons liméniennes de Lurigancho et Canto Grande.

Suriname

Une mission a été effectuée au Suriname du début du mois de mai à la fin du mois de juin par un délégué envoyé de Genève,

rejoint ensuite par un médecin; le délégué régional du CICR à Bogotà a participé au début de la mission.

Les personnes détenues par le gouvernement en raison des événements ont été visitées à deux reprises, dans deux lieux de détention de la capitale. Sept personnes aux mains des opposants ont également été visitées. Les délégués du CICR ont procédé à l'échange de messages familiaux entre les détenus et leurs parents.

Des évaluations de la situation de la population civile ont été conduites dans la région de Moengo (nord-est du pays) et dans celle du lac de Brokopondo, une action d'assistance n'a pas été jugée nécessaire, à ce stade. Le délégué-médecin a examiné les besoins des hôpitaux de la capitale en vue d'une éventuelle assistance du CICR.

Les sites prévus par les autorités du Suriname pour la réinstallation des personnes qui se sont réfugiées en Guyane française ont également été visités au cours de cette mission et des entretiens ont eu lieu avec différents groupes de réfugiés sur leur éventuel rapatriement.

A la suite de cette mission, le CICR a proposé aux autorités du Suriname l'ouverture d'une délégation à Paramaribo, dont les objectifs seraient notamment les suivants: l'action en faveur des personnes détenues et l'évaluation suivie de la situation de la population civile dans les zones conflictuelles.

El Salvador

Le CICR a continué ses visites aux détenus de sécurité dans les lieux de détention dépendant des corps de sécurité, des forces armées et du ministère de la Justice. En outre, trois personnes détenues par l'opposition ont été visitées en juin et l'une d'elles, libérée, a été remise au CICR.

Après accord entre les deux parties au conflit, le CICR s'est chargé, à fin juin, de l'évacuation à l'étranger de 98 opposants, invalides de guerre, afin qu'ils puissent recevoir les soins que requiert leur état.

Les différents programmes d'assistance à la population civile touchée par le conflit se sont poursuivis. Cependant, le CICR n'a pas eu accès à toutes les régions conflictuelles (notamment pas au nord du Morazan ni au nord du Chalatenango) en raison d'opérations militaires; son action de protection des civils et d'assistance s'en est donc trouvée limitée.

Commencée en février, la première phase du «programme agricole» s'est terminée en mai: 12 647 familles ont reçu 2552 tonnes de semences de maïs, des engrais et des insecticides; après un contrôle technique par des agronomes du CICR, la deuxième phase commencera en juillet avec des distributions d'autres types de semences.

Nicaragua

En mai et en juin, des visites aux détenus ont été effectuées dans les deux prisons principales de Managua, dans les prisons d'Esteli, de Granada, de Juigalpa, de Matagalpa et de Chinandega, ainsi que dans les prisons à régime semi-ouvert (les «granjas»); au total, les délégués du CICR ont visité 4082 détenus.

Les différents programmes d'assistance en faveur des détenus, de leurs familles nécessiteuses et de la population civile se sont poursuivis.

Cuba/Haïti

Une opération de rapatriement de 47 ressortissants haïtiens, naufragés au large de Cuba et désireux de rentrer chez eux, a eu lieu le 8 juin sous les auspices du CICR, à la requête de la Croix-Rouge cubaine. Le CICR a bénéficié de la collaboration des Croix-Rouges de Cuba et de Haïti.

*
* *

Pendant la période sous revue, les délégations régionales du CICR en Amérique latine ont effectué des missions dans différents pays aux fins de maintenir des relations avec les autorités et les Sociétés nationales. Les pays suivants ont été visités: les Bahamas, le Belize, la Bolivie, l'Équateur, le Guatemala, la Jamaïque, le Mexique et le Panama (dans ce dernier cas, il s'agissait plus particulièrement de faire le point de la situation avec la Société nationale après que l'état d'urgence eut été imposé le 11 juin).

Asie

Conflit cambodgien

Les combats se sont poursuivis jusqu'à la fin du mois de juin, principalement au nord de la frontière khméro-thaïlandaise, dans la région de Nam Yun, ainsi qu'au sud, aux environs de Boraï et de Site 8. Le 29 mai, une partie du camp Site 2 (200 000 habitants) a été atteinte par plusieurs obus et le CICR a immédiatement pu organiser l'évacuation de 20 blessés sur son hôpital chirurgical à Khao I Dang. A la suite de cet incident, des démarches ont été entreprises auprès des autorités thaïlandaises les priant de considérer l'évacuation du camp en cas de combats ou de fortes tensions militaires. D'une manière générale, mai et juin ont été des mois très chargés pour l'hôpital du CICR de Kaho I Dang: 419 patients y ont été admis dont 159 blessés de guerre.

Enfin, un troisième rapport faisant état des préoccupations du CICR dans le domaine de la protection sur la frontière khméro-thaïlandaise, a été remis le 24 juin à l'intention des autorités thaïlandaises. Ce document rappelle notamment la nécessité d'éloigner la population civile des zones de combats et de veiller à préserver le caractère civil des camps. Il réitère également le souhait du CICR d'avoir un accès régulier à tous les camps civils de la frontière.

République populaire du Kampuchéa

Depuis la mi-mai, une équipe chirurgicale du CICR, composée d'un chirurgien, d'une anesthésiste et d'une infirmière, recrutés en Pologne, travaille à l'hôpital de Kampot. Les principales tâches de cette équipe, en place pour une période probatoire de quatre mois, sont la chirurgie générale et la formation du personnel engagé sur place en matière de soins hospitaliers.

Viet Nam

Un séminaire de diffusion, organisé conjointement par la Croix-Rouge vietnamienne et le CICR, s'est tenu à Hanoï du 23 au 26 juin, réunissant des représentants de la Croix-Rouge nationale de 19 provinces de la partie septentrionale du pays, ainsi que de nombreux invités. Plusieurs exposés sur l'histoire de la Croix-

Rouge, le droit international humanitaire, le mandat et les activités du CICR, ont été présentés et suivis avec grand intérêt.

Indonésie

Le CICR a continué d'organiser le rapatriement au Portugal de fonctionnaires ayant travaillé dans l'administration portugaise à Timor-est, et de leurs familles: deux groupes (27 et 28 personnes) ont ainsi pu regagner Lisbonne sous l'égide du CICR, respectivement le 5 mai et le 30 juin.

Entre le 9 et le 21 mai, les délégués du CICR, en collaboration avec la Croix-Rouge indonésienne, ont assisté en nourriture (maïs et huile) plus de 1200 personnes qui venaient de rentrer dans leur village à Timor Est après avoir été déplacées en 1981.

Philippines

Le 5 mai, une équipe de sept personnes, composée d'un délégué et d'un infirmier du CICR, ainsi que de cinq infirmières de la Croix-Rouge philippine travaillant dans le cadre d'une action conjointe avec la délégation du CICR, a été enlevée par des éléments armés dans la province de Lanao del Sur (Mindanao). L'équipe rentrait à sa base de Cagayan de Oro après avoir effectuée une distribution de secours à des personnes déplacées.

Le CICR a aussitôt entrepris toutes les démarches possibles, sur le plan national et local, en vue d'assurer la libération rapide de ses collaborateurs. Les infirmières de la Croix-Rouge philippine et le délégué, M. Braunwalder, ont été successivement relâchés entre le 5 et le 10 mai, tandis que M. Sudan, infirmier, a finalement été libéré, sans condition et en bonne santé, le 26 mai.

Malgré cet incident, les délégués du CICR ont poursuivi leurs activités habituelles (visites de prisonniers, évaluation des besoins, distributions de secours, diffusion) dans tout le pays, conformément à son mandat humanitaire et avec la collaboration de la Société nationale.

Fidji

A la suite du coup d'Etat du 14 mai, le CICR est resté en contact quotidien avec la Croix-Rouge de Fidji, et le délégué régional basé à Djakarta s'est rendu à Suva le 24 mai. Il y a rencontré plusieurs personnalités du gouvernement auxquelles il a expliqué la disponibilité du CICR au cas où la situation l'exigerait.

Conflit de l'Afghanistan

A Kaboul, les deux techniciens orthopédiques du CICR ont pu commencer à installer l'atelier, mis à disposition par le Croissant-Rouge afghan. D'autre part, les propositions du CICR pour une assistance médicale aux dispensaires du Croissant-Rouge et aux services chirurgicaux d'urgence ont été transmises à la Société nationale en mai; les autorités afghanes en ont également été informées.

En raison de fortes activités militaires le long de la frontière, les hôpitaux chirurgicaux du CICR à Peshawar et à Quetta, ont connu un taux d'occupation très élevé. En conséquence le CICR a décidé en juin de renforcer l'équipe de l'hôpital de Quetta.

Sri Lanka

Préoccupé par la situation à la suite de l'offensive de l'armée gouvernementale au nord de la péninsule de Jaffna, le CICR a renouvelé son offre de services au gouvernement de Colombo à la fin mai, afin d'être en mesure de venir en aide à toutes les victimes du conflit.

Birmanie

Le 13 mai, un nouvel accord a été signé entre le CICR et les autorités birmanes, afin de poursuivre les activités orthopédiques du CICR en faveur des amputés victimes des affrontements. Rappelons que le CICR joue un rôle essentiel dans la formation des prothésistes locaux et des infirmières spécialisées et que, par ailleurs, il coopère depuis le début de l'année dans le cadre d'un deuxième programme de réhabilitation orthopédique à l'hôpital militaire de Rangoon.

Europe

Mission présidentielle en Grande-Bretagne

M. C. Sommaruga, Président du CICR, a effectué une mission à Londres, du 21 au 23 juin, à l'invitation du Gouvernement britannique; il était accompagné de M. A. Pasquier, directeur des Opé-

rations, de M. M. Veuthey, délégué général pour l'Europe et l'Amérique du Nord, et de M. H.-P. Gasser, conseiller juridique chargé du dossier des Protocoles additionnels. Les objectifs de cette mission étaient de discuter de l'éventuelle ratification des Protocoles additionnels par la Grande-Bretagne, du financement du CICR, de l'action du CICR en faveur des détenus d'Irlande du Nord, ainsi que de présenter les principales activités opérationnelles en cours. Des entretiens ont notamment eu lieu avec Sir Geoffrey Howe, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères. M. Tom King, secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, M. Christopher Patten, ministre du Développement.

Au cours de cette mission, le président du CICR a aussi eu l'occasion de s'entretenir avec la présidente, les vice-présidents et des directeurs de la Croix-Rouge britannique, ainsi qu'avec une trentaine de dirigeants de sections locales.

Moyen-Orient/Afrique du Nord

Conflit Irak/Iran

La première série de visites aux prisonniers de guerre irakiens s'est poursuivie en *Iran* : il s'agissait du huitième camp renfermant quelque 10 000 prisonniers de guerre visité pendant le mois de juin par une équipe de sept délégués du CICR. Depuis la reprise des visites en Iran, en décembre 1986, le CICR a visité un total d'environ 23 250 prisonniers de guerre irakiens. Parmi eux 21 068 avaient déjà été enregistrés par le CICR avant la suspension de ses activités en 1984 et 1700 ont été enregistrés pour la première fois.

En *Irak*, deux équipes de délégués du CICR ont poursuivi les visites aux prisonniers de guerre iraniens. De fin avril à début juin, ils ont effectué une série complète de visites dans dix camps et un hôpital. Depuis le début du conflit, le CICR a enregistré 13 498 prisonniers de guerre iraniens. Par ailleurs du 22 au 23 juin, les délégués du CICR ont visité des civils kurdes déplacés dans le camp d'Al Tash, situé près de Ramadi. La précédente visite à ces personnes civiles remontait à mars.

Conflit du Sahara occidental

A la suite de l'entretien que le délégué régional pour l'Afrique du Nord avait eu en mars avec M. Mohammed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, au cours duquel ce dernier avait donné son accord de principe pour une visite du CICR aux prisonniers aux mains de son mouvement, une équipe de délégués dirigée par le délégué régional a effectué une mission dans le Sahara en juin.

Du 10 au 13 juin, trois délégués du CICR, dont un médecin, ont ainsi visité un premier groupe de 120 prisonniers marocains. Les délégués du CICR ont aussi rencontré le président du «Croissant-Rouge sahraoui», M. Habiballah. A cette occasion, les délégués se sont de même entretenus avec le président du Croissant-Rouge algérien, le D^r Mouloud Belaouane.

République Arabe du Yémen

Vers la fin du mois de juin, une équipe de délégués est partie à Sana'a pour effectuer une nouvelle série de visites à des personnes détenues pour raison de sécurité.

Tunisie

Au mois de juin, le délégué régional pour l'Afrique du Nord s'est rendu à deux reprises à Tunis où il a eu l'occasion de s'entretenir avec le président du Croissant-Rouge tunisien, M. Sadok Mokkadem, ainsi qu'avec le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, S.E.M. Taieb Sahbani, à propos de l'ouverture d'une délégation régionale du CICR à Tunis.

Liban

Pendant les mois de mai et juin, le CICR a continué de se préoccuper du sort des populations touchées par les combats dans tout le pays, mais notamment de celles vivant dans les villages sis le long de la ligne de démarcation avec la «zone de sécurité». Les cliniques mobiles, mises sur pied conjointement par le CICR et la Croix-Rouge libanaise afin d'assurer des consultations médicales aux civils des villages situés dans cette dernière région et ne dispo-

sant d'aucune infrastructure médicale, ont poursuivi leur travail dans la mesure des possibilités; les conditions de sécurité souvent précaires ont parfois empêché ces cliniques mobiles de se rendre dans les villages selon le programme prévu. Des secours ont aussi été distribués aux personnes les plus affectées sous forme de vivres, couvertures et ustensiles de cuisine. Près de 5000 personnes ont bénéficié de cette action en mai et près de 10 000 en juin.

Pendant cette période, le CICR a aussi eu accès régulier aux camps palestiniens dans le sud du pays, notamment à Rachidiyeh; par contre le CICR n'a pas été à même de réaliser son travail régulier (travail médical et service d'agence) dans les camps de Beyrouth. Des blessés de guerre ou des malades ont pu être évacués de tous les camps afin de leur permettre d'être soignés conformément à la gravité de leurs cas: 12 blessés ont été transférés des camps de Borj-el-Brajneh, Chatila et El Bass à l'aéroport de Beyrouth d'où ils sont partis à l'étranger et sept cas médicaux ont été évacués du camp de Rachidiyeh vers des hôpitaux de la région de Saïda.

Les visites à des personnes détenues par diverses parties au conflit se sont également poursuivies. Malgré ses démarches continues, le CICR n'a pas eu accès à toutes les personnes détenues; ainsi en particulier il n'a pas eu accès aux détenus dans la «zone de sécurité», par exemple à la prison de Khiam. Par contre, le CICR a eu accès à des personnes capturées au nord du Liban et détenues, en violation de la IV^e Convention de Genève, en Israël; à la fin de juin, 44 personnes étaient ainsi détenues et visitées par le CICR en Israël.

Le délégué général pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord s'est rendu au Liban du 18 au 25 juin afin de faire le point avec la délégation essentiellement. A cette occasion, il a pu rencontrer à deux reprises la présidente de la Croix-Rouge libanaise, avec qui il a évoqué les problèmes auxquels cette Société nationale fait face.

Syrie

Le nouveau délégué général pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, s'est rendu à Damas du 14 au 18 juin afin de se présenter aux autorités syriennes et de procéder à des échanges de vues avec celles-ci, notamment au sujet des activités du CICR au Liban. Accompagné du chef de délégation du CICR en Syrie, M. Amiguet a été reçu par le D^r Abdel Raouf El Kassem, Président du Conseil

des ministres et Premier ministre, M. Dia Allah El Fattal, vice-ministre des Affaires étrangères, et le général Adnan Tayyara, chef de la délégation arabe syrienne. Cette mission à Damas a aussi permis au délégué général de s'entretenir avec le président de la Société nationale, le D^r Fouad Hamza, de la coopération entre les deux institutions.

Israël et Territoires occupés

En mai et juin s'est déroulée la série annuelle complète des visites des postes de police dans les Territoires occupés. Les délégués du CICR — dont un médecin — ont visité 11 postes de police où se trouvaient 262 détenus, dont neuf détenus de sécurité, selon les modalités habituelles du CICR. Le délégué-médecin a aussi visité divers hôpitaux et services de santé dans les Territoires occupés afin d'évaluer la situation des soins de santé.

Parallèlement, les délégués du CICR ont poursuivi leur activités habituelles de protection et d'assistance en faveur de personnes protégées, fondées principalement sur la IV^e Convention de Genève relative à la protection des populations civiles.
